

Samir AMIN

ECONOMIE POLITIQUE DU XXI^e siècle

(Compléments Rev 2)

Je ne crois pas qu'on puisse déduire de l'observation et de l'analyse - aussi sérieuses soient-elles - de ce qu'il y a de nouveau dans le système de l'économie mondialisée contemporaine un scénario d'avenir ayant une probabilité suffisamment grande pour apparaître comme quasi certain. Dire cela n'est évidemment pas ignorer l'importance des "faits nouveaux". Il reste que les faits ne parlent jamais d'eux mêmes et que seules les analyses qui les concernent permettent de les replacer dans un contexte qui leur donne un sens et permette de faire apparaître les tendances structurelles de l'évolution à long terme sans les confondre avec les changements conjoncturels passagers. Le discours dominant non seulement confond le plus souvent, dans des versions vulgaires, le passager et le durable, mais encore verse dans un déterminisme économiciste qui lui permet d'affirmer sans arrêt et avec autant d'arrogance que d'ignorance "qu'il n'y a pas d'alternatives" comme aimait à le répéter Madame Thatcher.

La présentation des éléments du débat que je me propose de faire ici insistera donc sur quelques problèmes et questions qui me paraissent majeurs et qui sont :

(i) peut-on identifier d'une manière convaincante ce qui est durable dans le "nouveau" et aura des effets qui continueront à se déployer dans la longue durée de ce qui n'est que passager, c'est à dire en rapport avec la crise de l'accumulation qui caractérise la phase de transition actuelle ?

(ii) comment analyser l'interaction possible des évolutions durables repérées d'une part et des logiques fondamentales et permanentes qui définissent le capitalisme d'autre part ? Les réponses qu'on donnera à cette question doivent permettre d'écarter le danger de substituer à l'analyse des contradictions anciennes ou nouvelles appelées à se développer dans l'avenir le discours plat des vœux pieux qui caractérise une bonne partie de la littérature sur le sujet.

Le déroulement de la crise

- Les années 1970, 1980 et 1990 sont caractérisées par une décélération continue des taux de croissance et une hypertrophie financière croissante. Sur ces points l'accord est général, s'agissant de faits par eux-mêmes incontestables et non contestés.

Les taux de croissance du PIB mondial, qui avait été supérieur à 5 % avant 1970, tombent à 4,5 % puis 3,4 % puis 2,9 % pour chacune des trois dernières décennies du siècle . (Ref. Jorge Beinstein, OCDE 1999). De surcroît rien n'indique, pour les deux premières années du XXI^e siècle que la tendance soit en passe d'être inversée, en dépit du discours de circonstance renouvelé des gouvernements du G7 qui annonce chaque année que « demain il fera beau », faisant mine d'oublier qu'ils en avaient dit autant l'année précédente et qu'ils ont été démentis dans les faits.

Cette décélération s'est accompagnée d'un approfondissement de la concurrence internationale, le rapport des exportations au PIB des pays de l'OCDE étant passé de 9 % en 1960 à 22 % en 1996 (Cf. J. Beinstein, OCDE 1999).

La décélération de la croissance a créé partout des difficultés pour les finances publiques du fait de l'essoufflement des rentrées fiscales et de la résistance relative plus forte des dépenses publiques. Ces déficits ont été partout comblés par une expansion de la dette publique, comme en témoigne le rapport du volume de cette dette au PIB du G 7, passé de 42 % en 1980 à 72 % en 1998 (cf. J. Beinstein, OCDE 1999). Simultanément les gouvernements choisissaient de rémunérer davantage les placements de capitaux en titres de la dette publique, par le relèvement des taux d'intérêts passés pour le G 7 de 0,8 % pour les années 1960-1969 à 6,0 % pour les années 1980-1989 (D. Plihon 1996). Pour les défenseurs du libéralisme ce relèvement des taux d'intérêts était imposé par le « marché », du fait même de la demande d'emprunt croissante des Etats.

D'une manière générale ce qu'on appelle l'hypertrophie financière est constitué par un ensemble de phénomènes reconnaissables et mesurables, non contestés : (i) l'expansion du volume des marchés des capitaux (ensemble des actions, titres de la dette publique et titres des dettes privées) à des rythmes qui dépassent de loin ceux de la croissance, ce volume représentant désormais (en 1995) 189 % du PIB de la Triade, (ii) l'extraordinaire diversification des titres négociés sur ces marchés (par l'invention de produits « dérivés » multiples) et, en accompagnement, l'explosion de ce qu'on ne peut appeler autrement que des opérations de spéculation financière ; (iii) la financiarisation des entreprises marquée par la part croissante que les placements financiers occupent dans l'utilisation de leurs ressources et, en parallèle, la part décroissante de leurs investissements physiques. Pour la France par exemple, la part des placements financiers qui n'excédait pas 3 % de l'utilisation des ressources des entreprises en 1979 (contre 78 % pour leurs investissements réels) est passée à 36 % en 1989 (contre 48 % pour leurs investissements) (Cf. J. Beinstein) ; (iv) la mondialisation progressive de l'hypertrophie financière qui se traduit par la capitalisation boursière galopante dans les pays dits « émergents » (Hong Kong, Singapour, la Malaisie ...) qui passe de moins de 70 % de leur PIB en 1983 à plus de 250 % en 1993 (Cf. J. Beinstein).

- Les divergences apparaissent lorsqu'on aborde les questions relatives aux causes de ces évolutions et plus encore celles concernant leurs perspectives à moyen et à long termes.

La doctrine libérale et la pseudo science économique « pure » qu'elle inspire n'ont pas d'explication à proposer autre que purement tautologique, puisque l'évolution en question serait le produit de l'expression des « lois du marché » mises en oeuvre par les options libérales des dernières décennies. Les évolutions en cours auraient alors la nature de mouvements « correctifs » des « distorsions » créées par les politiques interventionnistes « anti-libérales » des décennies précédentes.

L'argument est d'une extrême minceur et n'a que la nature d'une pétition de principe. Car si les principes interventionnistes des décennies antérieures produisaient une croissance plus forte (et donc moins de chômage) et une répartition du revenu plus stable (et donc moins d'inégalités croissantes), on ne voit pas en quoi ces principes seraient tellement plus « mauvais » que les « bons principes » qui produisent l'inverse !

La doctrine libérale se replie parfois sur un argument accessoire, à savoir que cette évolution « difficile » serait le produit de l'aiguïsement de la concurrence sur des marchés mondiaux

désormais plus ouverts qu'ils ne l'étaient auparavant, du fait des dimensions « protectionnistes » des politiques interventionnistes rejetées au nom des « bons principes ». L'ouverture au demeurant se serait imposée d'elle-même, par la force d'une tendance à la « mondialisation » qui s'imposerait comme s'il s'agissait d'un mouvement objectif – quasi « naturel » - indépendant des options de politique économique. Là encore l'argument manque d'épaisseur minimale. Car si la concurrence mondialisée plus aiguë se solde par une décélération de la croissance de tous, en quoi le principe de l'ouverture incontrôlée est-il « meilleur » que celui de la régulation du marché international si celle-ci avait produit en son temps une croissance générale plus forte, fut-elle accompagnée d'un écart moins marqué entre la croissance du PIB et celle du commerce mondial ? On devrait logiquement conclure de l'examen empirique des faits le contraire de ce que prétend la dogmatique libérale. Dans le « passé » décrié le moteur de la croissance n'était pas le commerce extérieur et la croissance de celui-ci était le produit d'accompagnement de l'expansion des marchés internes. On veut faire de l'expansion des exportations le moteur de la croissance et on aboutit à ralentir celle-ci. En quoi ce choix de principe est-il meilleur que son contraire décrié ?

Finalement la vulgate libérale ne peut être sauvée que si les « théories » qu'elle inspire peuvent démontrer que l'évolution en cours n'est que « transitoire » et prépare une structure qui garantira par la suite une croissance plus forte bénéficiant à tous les pays qui se soumettent à la logique des principes libéraux (et quels que soient leurs niveaux de développement) comme elle devrait bénéficier à toutes les strates des populations concernées (par des ensembles de « trickle down » généralisés). Cette démonstration n'existe pas. On nous demande seulement d'y croire, parce qu'il faut croire aux vertus curatives du marché.

- L'explication que je proposerai pour d'abord rendre compte les faits –l'évolution en cours - avant d'examiner ce à quoi celle-ci conduit, est d'une toute autre nature.

Je situe au centre de l'analyse celle des rapports de force sociaux qui sont constitués, pour simplifier, par deux ensembles de rapports : ceux à travers lesquels s'expriment les conflits travail/capital propres à chaque pays et ceux à travers lesquels s'expriment les conflits entre les systèmes nationaux participant au système mondial. Ces rapports ne sont pas « produits » par une logique du marché extérieur à eux, ils définissent le cadre dans lequel opère cette logique. L'évolution dans les rapports sociaux en question commande celle de la structure des marchés.

Or ces rapports étaient – de 1945 à 1980 – plus favorables (ou moins défavorables) au travail et aux nations des périphéries qu'ils ne le sont devenus par la suite. Ces rapports étaient à l'origine à la fois des options de politique mises en œuvre à l'époque (la « régulation des marchés » pour leur donner une qualification générale) et du succès de ces politiques (croissance forte, répartition moins inégale). L'épuisement progressif du potentiel de développement des modèles de croissance fondés sur ces rapports sociaux a créé les conditions de leur inversion (passablement brutale comme souvent dans l'histoire) en faveur du capital dans ses relations avec le travail, et donc également des « centres » (la Triade) dans leurs relations avec les périphéries. Je ne reviens pas ici sur ce que j'ai écrit ailleurs concernant cette tranche d'histoire (Cf. S. Amin, L'économie politique du XXe siècle), c'est à dire les explications que j'ai proposées pour comprendre et analyser les moments successifs de reproduction en expansion des trois modèles « régulés » 'du Welfare State, du « socialisme réellement existant » et des projets nationaux populistes) puis de leur effondrement.

- L'érosion des capacités de développement des modèles de l'après deuxième guerre s'exprime dès la fin des années 1960 par une baisse tendancielle marquée des taux de profit, qui incite les détenteurs de capitaux soit carrément à retarder leurs décisions, soit, pour les entreprises, à renoncer aux opérations d'extension de leurs capacités productives déjà sous utilisées au profit d'investissements destinés à améliorer leur capacité compétitive. Ce sont celles des entreprises (transnationales en général) qui parviennent le mieux à améliorer leurs capacités compétitives qui se propulsent à l'avant garde du mouvement en faveur de « l'ouverture mondiale » des marchés, dont elles pourraient être les bénéficiaires. La crise est, à ce premier stade de son déploiement, une crise de sur accumulation.

Cette crise que les économistes conventionnels estimaient alors être « conjoncturelle », prévue capable de corriger les « distorsions » produites à la fin de boom précédant (des « trente glorieuses ») et de relancer rapidement la croissance, évolue tout autrement. Elle s'installe dans la durée, s'approfondit et, à partir du milieu des années 1970 le chômage massif, disparu depuis 1945, s'installe à nouveau dans l'ensemble des pays de l'OCDE, Japon exclu jusqu'aux années 1990. La crise se déploie dans une spirale régressive : décélération continue de la croissance, montée du chômage, accentuation des inégalités dans la répartition du revenu, installation dans la « financiarisation ». Quelles en sont les raisons ?

Les économistes conventionnels n'ont pas de réponse à cette question. Soit qu'ils invoquent alors un fait conjoncturel secondaire – le réajustement des prix du pétrole en 1973 (voir notre critique collective de cette explication mince qui fut néanmoins très populaire à l'époque, - « La crise, quelle crise ? » ; soit qu'ils invoquent la « révolution technologique » qui, dans leur esprit et leur méthode est un facteur « exogène ». Je reviendrai sur cette question. La faillite de l'économie conventionnelle tient aux préjugés fondamentaux sur lesquels elle se fonde ; l'ignorance volontaire de l'évolution des rapports sociaux.

Or l'enfermement de la crise dans la durée ne peut être expliquée précisément que par l'involution des rapports sociaux, de plus en plus défavorables aux classes travailleuses et aux peuples de la périphérie, de plus en plus favorables au capital dominant, transnationalisé.

Renforcement de la puissance du capital face aux classes travailleuses et aux peuples, décélération de la croissance, aggravation des inégalités sociales, remontée des taux de profit s'articulent et se renforcent mutuellement dans le déploiement de la spirale dite « déflationniste ». Les politiques libérales mises en œuvre sont celles voulues par le capital et produisent bien le résultat qui répond à l'exigence exclusive du capital : le redressement des taux de profit.

L'inégalité sociale grandissante – mesurée par la part croissante de la masse des profits (et en parallèle la part décroissante des revenus du travail) dans la valeur ajoutée, remet en cause l'adéquation entre d'une part une structure donnée de la répartition du produit net entre salaires et profits et d'autre part la coïncidence entre la demande solvable (déterminée par les salaires) et le volume des investissements nécessaires pour assurer la production correspondante. La rupture de cette adéquation casse le moteur de la reproduction en expansion pour lui substituer la décélération, voire la contraction.

La crise a changé de nature. Elle n'est plus une crise de sur accumulation, elle est devenue une crise de sous consommation/surproduction relative. On ne peut donc en sortir qu'en procédant à la mise en œuvre de politiques de régulation assurant une répartition du revenu plus favorable aux travailleurs et aux peuples de la périphérie, faisant repartir sur cette base la

croissance de la demande, quitte à voir le taux de profit s'affaiblir à nouveau. Mais la révision dans ce sens de la structure d'ensemble de la répartition des revenus ne peut être obtenue que par le renforcement de la force sociale des victimes de l'exploitation capitaliste ; elle ne peut être produite par les mécanismes du marché soumis à la logique de la maximisation du taux de profit du capital. La spirale « déflationniste » ne peut être cassée que par la montée des luttes sociales et leurs victoires contre le capital.

Le discours libéral n'a d'autres fonctions que de légitimer les prétentions du capital – le redressement des taux de profit avant tout. Le mythe du marché autorégulateur permet en effet de prétendre que ce redressement doit produire, à terme, la croissance, alors qu'en fait il est associé à la décélération et à l'inégalité qui l'accompagne.

Les économistes conventionnels n'ont jamais rien produit que des rationalisations des politiques mises en œuvre, elles-mêmes définies par les rapports de force sociaux qui caractérisent les moments successifs de l'histoire du capitalisme réellement existant. Leur ralliement massif au libéralisme est lui-même l'expression de cette volonté de rationaliser – et de légitimer – les politiques du capital dans un moment caractérisé par un déséquilibre social opérant en sa faveur. A travers le libéralisme s'exprime en effet le rêve permanent du capital : gérer unilatéralement la société dans toutes ses dimensions et la soumettre à la logique exclusive du profit maximal. Mais ce rêve n'est qu'une mauvaise utopie. Car la logique exclusive du profit ne produit pas l'expansion maximale mais son contraire, la spirale déflationniste. L'expansion exige des rapports sociaux moins défavorables au travail. Le capitalisme a cette particularité qu'il ne fonctionne « bien » que lorsque ses adversaires sont puissants et que le capital est contraint, lui, de s'ajuster à des revendications qui ne ressortissent pas de sa logique unilatérale exclusive.

La doctrine libérale s'attache à vouloir démontrer qu'il n'en est pas ainsi et que le progrès social est au contraire le sous produit d'une accumulation dont la vigueur serait à la mesure de la soumission de la société à la logique du profit. Mais pour le faire elle est contrainte d'abandonner l'analyse du capitalisme réellement existant (analyse qui ne peut ignorer l'état des rapports sociaux) pour lui substituer une « théorie » d'un capitalisme imaginaire (les « marchés autorégulateurs »), donc une théorie de la non réalité.

L'erreur – voire la sottise – de ceux qui furent les représentants et défenseurs en partie tout au moins des intérêts sociaux des victimes du capital, je veux dire les sociaux démocrates, a été de croire que la défaite de leurs concurrents et adversaires – les « communistes » du socialisme réellement existant et les nationaux populistes du tiers monde – annonçait leur triomphe. En fait la défaite des premiers allait entraîner la leur et leur ralliement au libéralisme, créant ainsi les conditions favorables au diktat unilatéral du capital.

Les questions que pose l'installation du système dans la spirale descendante de la crise, que je discuterai à partir de l'analyse de la crise proposée ici, sont diverses et importantes. Parmi celles-ci il faudrait peut être en retenir trois ensembles : (i) comment s'articulent les mécanismes économiques et sociaux en question avec le déploiement d'un moment d'une nouvelle véritable grande révolution scientifique et technique ? (ii) comment s'articulent ces mécanismes au plan mondial dans les conditions d'un moment caractérisé par l'hégémonisme des Etats Unis ? (iii) comment le système des pouvoirs dominants gère le moment de la crise en cours et cette gestion est-elle en mesure d'asseoir une nouvelle phase d'expansion capitaliste ?

La financiarisation : phénomène conjoncturel ou indice d'une transformation durable du capitalisme ?

- La financiarisation est, à mon avis, un phénomène purement conjoncturel.

Le déséquilibre global offre-demande qui définit la crise s'exprime par le fait qu'une part croissante du surplus ne trouve pas de débouché rentable dans l'investissement réel assurant l'expansion et l'approfondissement du système productif. Un débouché alternatif est alors fabriqué par le système de gestion de la crise, celui du placement « financier ». L'hypertrophie financière, c'est à dire la croissance de ces placements à des rythmes fabuleux, sans commune mesure avec ceux qui concernent l'économie réelle, constitue l'objectif réel de cette gestion. Mais la « bulle financière » ne peut raisonnablement grossir à l'infini et il faudra bien qu'elle éclate un jour ou l'autre. Pourrait-elle être « résorbée » ou même simplement « stabilisée », la financiarisation qu'elle exprime devenant alors une caractéristique nouvelle d'un mode d'accumulation durable qui définirait la phase à venir d'un capitalisme rénové de cette manière ? Je ne le crois pas.

- Les thèses dominantes inspirées par « l'air du temps » avancent au contraire que la financiarisation constitue une caractéristique nouvelle et durable de la phase à venir du capitalisme.

Certes la « bulle financière » inquiète. C'est la raison pour laquelle certains réformistes proposent de réduire le danger qu'elle représente en supprimant les motifs de placements de spéculation à court terme. La fameuse « taxe Tobin » s'inscrit dans ces préoccupations.

Au delà de ces considérations de pure gestion de la crise, certains analystes mettent l'accent sur ce qu'ils croient constituer des indices de transformation qualitative du capitalisme, appelé désormais à revêtir une forme financière nouvelle et durable.

Un premier argument avancé à cet effet place l'accent sur les questions relatives au vieillissement de la population de la triade et l'explosion des fonds de pension. Dans certaines de ces analyses on présente le "bloc des créanciers" comme une force sociale déjà constituée, consciente de ses intérêts. Il s'agirait de l'ensemble des retraités, et derrière eux des salariés "stables", solidaires des gestionnaires des fonds de pension, soucieux avant tout d'écartier le spectre de l'inflation, bénéficiaires des taux d'intérêts élevés et de la capitalisation financière de leurs fonds. Ce bloc s'opposerait à celui des "exclus", chômeurs et travailleurs précaires. La coupure sociale ne serait plus celle qui oppose le capital au travail dans son ensemble mais le bloc créancier (associant capital et travail) aux exclus. La question posée mérite discussion. Car la capitalisation privée des fonds (qui est la forme américaine) s'oppose à la tradition de certains pays européens, et de la gauche en général, qui lui préfère le système de la répartition. Certes les pouvoirs en place en Europe ont opté pour substituer le modèle américain au système de la répartition. N'est pas là précisément une stratégie mise en œuvre dans le but de créer ce bloc des créanciers qui n'existe pas (encore), n'est pas un produit "inéluçtable" de l'évolution, mais dont on voit l'avantage qu'il présente pour les forces dominantes du capital puisqu'il casse un front possible du travail ?

Se situant au-delà même de cet argument « partiel » (et bien discutable comme je viens de le dire) certains (Michel Aglietta en premier lieu) croient pouvoir identifier les mécanismes par lesquels le capitalisme serait entré dans une phase qualitativement nouvelle, marquée par la financiarisation définitive. On a même donné un nom à cette transformation du mode

d'accumulation, en passe de devenir désormais ce que Michel Aglietta appelle un mode d'accumulation patrimonial, mode nouveau de reproduction élargie stabilisé intégrant la dimension financière en question.

La contrainte incontournable de l'équilibre macro-économique s'exprime en termes réels. Chacun des éléments constitutifs des ressources (production brute, importations) et des emplois (consommation publique, consommation privée, formation brute de capital fixe, variations des stocks, exportations) est lui-même la somme de valeurs réelles. Mais le capital (capital fixe et stocks) peut être appréhendé de deux manières. En termes réels il est défini par le stock des capitaux fixes et des stocks de matières premières, de semi-finis et de produits finis non entrés dans la consommation finale. Parallèlement, le capital peut être saisi par son côté financier : le stock des titres détenus par les agents qui en sont les propriétaires (actions, titres de la dette privée) ; les titres de la dette publique donnent lieu à une autre dimension de la propriété : le droit à un revenu ponctionné sur la production à venir.

Dans ce sens le système capitaliste a toujours été « financiarisé » quelque en aient été les modalités particulières à ses phases d'expansion successives. Si les masses correspondant aux stocks de capital réel d'une part et à l'ensemble des titres financiers d'autre part croissent au même rythme (fut-ce avec des écarts modestes dans un sens ou l'autre, mais de nature provisoire – conjoncturelle) la modalité (le type de financiarisation) peut être considérée comme stable. Si la composante dette publique elle-même ne s'accroît qu'à un rythme comparable à celui de la production et/ou de la consommation publique l'inflation des prix demeure modeste ou peut être quasi nulle. Par contre si les rapports quantitatifs entre le stock du capital réel et l'ensemble du stock des titres financiers et/ou chacune de ses composantes subissent des transformations fortes (et s'ils se stabilisent d'une manière ou l'autre dans leurs nouvelles proportions) on doit en conclure qu'on a affaire à une modalité nouvelle de financiarisation du système.

Cela serait le cas : la phase de conjoncture de crise au cours de laquelle ce rapport est rapidement modifié par l'hypertrophie financière serait en voie d'être dépassée et une nouvelle proportion stock réel/stock financier en voie de stabilisation. Donner un nom à cette modalité nouvelle (et stabilisée) de gestion du capitalisme s'impose alors. Et pourquoi pas « accumulation patrimoniale » ? Il restera à voir comment pourrait se reproduire cette forme, comment elle gèrera le rapport économie réelle/dimension financiarisation. Tel est du moins la lecture que je fais de la thèse d'Aglietta, pour en rationaliser le sens, quelque peu elliptique me semble-t-il.

A priori rien n'interdit d'imaginer des modalités différentes de reproduction élargie associées au mode dit patrimonial en question. On pourrait donc imaginer une phase à venir d'expansion capitaliste par exemple « quasi stationnaire » - à la Stuart Mill – caractérisée par des taux de croissance faibles sinon nuls (ou égaux à ceux de la croissance démographique) et équivalentes ou du moins comparables tant pour la production réelle que pour le stock des titres financiers. Mais on pourrait tout aussi bien imaginer une nouvelle phase d'expansion vigoureuse se traduisant par des taux élevés et encore une fois comparables de la croissance réelle et de celle de son expression financière.

J'ai pour ma part beaucoup de doutes qu'un modèle « quasi-stationnaire » soit stabilisable. Cela impliquerait une sorte de « mise au frigidaire » de la société contemporaine dans toutes ses dimensions à l'échelle mondiale, la stabilisation des structures de la répartition du revenu façonnés par la crise et supposées parvenues au terme de leur transformation (c'est à dire la

dose actuelle d'inégalité), la stabilisation des structures de la production à l'échelle mondiale (c'est à dire des taux de croissance analogues pour toutes les grandes régions du système mondial). L'hypothèse suppose donc à la fois une passivité extrême des forces sociales populaires, intériorisant l'inégalité acceptée et une non moindre passivité des nations périphériques acceptant de renoncer à tout projet de « développement ». Cela me paraît fort peu probable, heureusement dirai-je.

Un modèle de reprise d'une phase d'expansion forte n'est certainement ni inimaginable ni même difficile à imaginer. Mais alors toutes les forces sociales possibles et imaginables entrent dans la danse ! Les transformations des rapports de force que la montée des luttes et des conflits qu'une telle phase implique par nature détermineront alors les modalités de cette expansion. Il n'y a donc pas « un » modèle d'expansion, mais une grande quantité de ceux-ci selon l'évolution des différents rapports de force sociaux et internationaux. On peut les imaginer sur le papier sans grande difficulté, en se fondant sur les intuitions suggérées par des indices glanés ici et là. Les rapports sociaux que « l'économiste » (conventionnel – non marxiste, non « political economist ») chasse de sa vision sont de retour pour le harceler et rendre illusoire sa tentative d'en faire abstraction.

Toujours est-il qu'il n'y a, au moment actuel, strictement rien qui indique une « sortie » de la phase de la crise toujours en cours, encore moins des indices d'un modèle définissable d'expansion renouvelée. Le moment actuel continue à être caractérisé par la poursuite de l'hypertrophie financière. Celle-ci s'exprime à travers l'éclatement des taux de profit, faibles pour ce qui concerne l'investissement réel, forts pour les placements financiers. Cette image simplifiée mais correcte étant à son tour rendue plus complexe par la différenciation, dans l'économie réelle, entre les vieux secteurs, en perte de vitesse, et les activités nouvelles, produites par la révolution technologique (sur laquelle on reviendra).

La thèse du mode d'accumulation patrimonial me paraît, dans ces conditions, sans grand fondement. Elle me paraît procéder d'une sorte de « vœu pieux » et de convictions discutables : que le capitalisme est toujours capable d'inventer une solution à ses problèmes et qu'il est en train de le faire. La thèse emprunte donc, par des procédés éclectiques discutables, des éléments glanés ici et là dans quelques aspects de la réalité nouvelle, sans se poser la question de la stabilisation et de la durabilité éventuelle de ces aspects, encore moins des conditions de leur stabilisation, comme dans quelques modes intellectuelles.

La thèse évoque en effet, sans le dire nécessairement, le discours à la mode qui met en avant le contraste entre le capitalisme anglo-américain et celui des partenaires allemands, français et japonais. La tendance à la financiarisation, il est vrai plus marqué dans le modèle type et l'idéologie anglo-saxons, serait-elle en passe de s'imposer aux traditions européenne et japonaise ? Cela n'est pas impossible, mais ne suffit pas pour définir un mode d'accumulation nouveau stabilisé. Pour qu'il en soit ainsi la thèse du système patrimonial nouveau doit faire appel à un autre ensemble d'idées mises à la mode, concernant les rapports propriété du capital/gestion du capital. La coïncidence entre la propriété et la gestion, sans jamais avoir été totale et parfaite, dominait les structures du capitalisme industriel au XIXe siècle. Puis pendant un siècle – de 1880 à 1980 - la tendance à la séparation des deux fonctions avait remis en question cette coïncidence sans pouvoir la briser définitivement, le capitalisme étant fondé sur le principe juridique fondamental du caractère sacré de la propriété. Cette séparation relative, qui a revêtu des formes multiples selon les pays et les moments, doit être associée étroitement à la constitution des oligopoles et à la transformation des rapports entre le capital réel repérable (dans les entreprises) et la dimension financière à

travers laquelle s'expriment les formes de la propriété (sociétés anonymes, rapports entreprises-banques, expansion de l'actionariat etc.). Dans l'esprit du marxisme les raisons de cette séparation ne sont pas difficiles à saisir : celle-ci témoigne de la contradiction grandissante entre la socialisation de la production d'une part et le caractère toujours privé de la propriété du capital qui en commande la gestion d'autre part. D'autres ont théorisé cette séparation d'une autre manière, comme Burnham et plus tard – dans une version « gentille » - Galbraith, pour avancer la thèse qu'une « classe technocratique » (publique et privée) de gestionnaires prenait le relais des propriétaires en titre. Keynes en a salué les avantages, puisqu'elle permet « l'euthanasie des épargnants et des rentiers », qui fut la condition qui a permis au capital de se libérer, pour une phase de son histoire, des dogmes destructeurs du libéralisme.

On serait, dit le discours à la mode (et son association au retour en force du libéralisme n'est pas de hasard), engagé dans un processus de rétablissement des droits supérieurs des propriétaires. Ce rétablissement ne concerne d'ailleurs plus une petite minorité (de « bourgeois »), mais de très larges majorités de « gens ordinaires », salariés, soit à travers les placements des investisseurs institutionnels (fonds de pension, SICAV et autres), soit à travers les opérations de bourses auxquelles ils se livrent désormais « en masse ». L'accumulation patrimoniale n'est rien d'autre que celle que commandent les choix de ces propriétaires guidés par la rentabilité financière de leurs placements.

Le discours n'est pas très éloigné de celui, fort ancien, du « capitalisme populaire », de « l'actionariat populaire ». Mais il demeure aussi éloigné de la réalité que ne l'étaient ces discours anciens à peine renouvelés. Le capital reste dominé par les oligopoles, qui s'appellent aujourd'hui « transnationales », et les oligopoles en question par une poignée de véritables capitalistes. Le baron de Sellières, qui préside en France aux destinées du MEDEF, en est un. Les centaines de milliers d'actionnaires du tunnel de la Manche, dupés et regroupés dans une association qu'ils ont eux-mêmes décidé d'appeler « les Eurocons du tunnel », n'en sont pas. Les fonds de placements collectifs ne sont pas gérés « démocratiquement » par les porteurs de leurs titres, mais par des technocrates de la finance qui eux méritent d'être qualifiés de partenaires réels du capital dominant.

La thèse de l'accumulation patrimoniale ne me paraît guère que l'expression idéologique de la social-démocratie ralliée au libéralisme. Elle fait semblant de croire au « capitalisme populaire », elle accepte et légitime la stratégie du capital qui vise à substituer au contraste classes travailleuses/capital une opposition factice de générations (actifs/retraités) et approfondir la coupure entre les segments des classes travailleuses plus ou moins stabilisées dans l'emploi de ceux qui ne le sont pas (les précarisés). La thèse appelle à accepter cet ordre des choses, nouveau, à renoncer à la lutte sociale s'assignant l'objectif de modifier les rapports de force.

Je reste donc affirmatif de ma thèse selon laquelle la financiarisation est, dans la crise contemporaine comme dans d'autres qui l'ont précédé dans l'histoire (Cf. S. Amin, RIPE, N° 2, 1996), associée à une « transition », un moment de crise. Qu'elle n'est donc pas « stabilisable » et ne saurait de ce fait, à elle seule (ou principalement) définir la phase à venir, au-delà de la crise. Cela étant, on peut lire à travers le discours de la financiarisation quelques caractères permanents du capitalisme moderne (et pas seulement contemporain) et se poser à son endroit la question de sa sénilité éventuelle. On reviendra sur ces questions. Cela étant également on peut imaginer, sans que cela ne fasse problème, pour « l'avenir », des modalités

du rapport capital réel/expression financière différentes de celles qu'elles ont été « dans le passé ». Question à mon avis secondaire et en rien fondamentale.

La révolution technologique : mythes et réalités

Il y a bien du nouveau qui s'est dessiné à travers la crise toujours en cours. Je veux dire du nouveau qui, quelles que soient les structures du système au sortir de cette crise, marquera celui-ci durablement. Je rangerai ce « nouveau » dans deux rubriques majeures : (i) la révolution technologique et son impact sur les procès d'organisation de la production et les relations sociales, voire ses « effets de civilisation » ; (ii) le redéploiement de l'impérialisme et le renouvellement des termes du « conflit Nord-Sud », c'est à dire du contraste centres/périphéries.

Le développement des forces productives - qui sont simultanément des forces destructives - a atteint désormais un point qui en modifie qualitativement la portée et par là même nous interpelle dans des termes nouveaux. L'arsenal des armements nucléaires permettrait de mettre un terme à toute forme de vie sur la planète. Ce fait nouveau dans l'histoire exigerait qu'on renonce à leur emploi, qu'on les démantèle tous. L'OTAN a pris la position inverse en retournant au principe du règlement des conflits politiques par la guerre. Dans d'autres domaines comme la biogénétique les connaissances scientifiques acquises permettraient également des dévastations dont les effets ne sont pas connaissables. Une gestion sociale de leur usage s'impose. C'est le seul moyen d'intégrer dans le système les principes éthiques indispensables à la survie de l'humanité. Dans sa volonté proclamée de tout privatiser le système fait l'option exactement inverse. Le développement des forces productives démontre que les règles fondamentales du capitalisme sont ringardes, conduisent désormais non plus au développement social mais à l'autodestruction, et doivent donc être dépassées.

La question de l'environnement trouve sa place ici, de ce fait. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité le danger de destruction, irréversibles et graves à l'extrême du cadre de la vie sur la planète est devenu réel. On n'imagine pas qu'un projet sociétair quelconque qui ignorerait cette réalité soit viable. Mais j'ajouterai pour ma part l'affirmation crue que le capitalisme, quelqu'en soit la forme d'organisation, est incapable de répondre au défi. Tout simplement parce que le capitalisme est fondé sur une rationalité du calcul à court terme (quelques années au maximum), comme l'exprime son concept de "dépréciation du futur", alors que la prise en compte sérieuse du problème considéré ici implique la mise en œuvre d'une rationalité du très long terme (quasi éternité ...). L'émergence du problème de l'environnement est à mon avis l'une des preuves que le capitalisme en tant que forme de civilisation doit être dépassé. Ce que fort peu de "Verts" admettent, hélas !

Descendons tout de même de plusieurs crans pour considérer maintenant la révolution scientifique et technologique en cours, et singulièrement tout ce qui, dans celle-ci, peut être rattaché à l'informatique.

Cette révolution contemporaine (et l'informatisation en premier lieu) exerce certainement une action puissante imposant la restructuration des systèmes productifs (notamment en facilitant l'éparpillement géographique de segments commandés à distance). De ce fait les procès de travail sont en passe d'être largement bouleversés. Aux modèles du travail à la chaîne (taylorisme) se substituent des formes nouvelles qui affectent profondément la structure des classes sociales et leur perception des problèmes de la segmentation des marchés du travail. Il s'agit là d'un changement qui pèsera sur la longue durée. J'ai proposé, sur ce sujet, (Critique

de l'Air du Temps) quelques réflexions qui concernent la portée et le contenu de la loi de la valeur qui, comme on le sait (ou comme on devrait le savoir à mon avis) constitue un élément fondamental du capitalisme, c'est à dire qu'on ne peut penser le capitalisme sans loi de la valeur. Or le sens de l'évolution conduit déjà à ce que j'ai proposé d'appeler un "dépérissement de la loi de la valeur", ce qui signifie également que le capitalisme doit être dépassé. Mais il peut l'être de différentes manières. Par le socialisme - qui constitue la seule réponse humaniste possible au défi. Ou par la mise en place d'une sorte de régime d'apartheid généralisé dans lequel la distinction sociale ne serait plus fondée sur la participation à la création de valeur (quand bien même cette participation donnerait lieu à une exploitation) mais sur d'autres critères parapolitiques - culturels. J'ai illustré la possibilité "matérielle" du fonctionnement d'un système de ce genre par un modèle simple de reproduction de sa base économique.

La littérature concernant les transformations dans l'organisation du travail associées au déploiement de la révolution technologique en cours est d'une abondance extrême et il est exclu de pouvoir la passer en revue dans cette étude. En en retenant simplement l'esprit dominant j'en conclurai néanmoins qu'elle me paraît passablement naïve. Cette littérature - je pense ici plus particulièrement à toute celle qui traite du nouveau modèle de sociabilité et de société qui serait fondé sur l'organisation "en réseaux" (se substituant à celle des chaînes de la hiérarchie) et l'interaction de "projets" (se substituant, au moins partiellement, à l'unité que représentait jusqu'ici l'entreprise) - avance ses propositions comme si le capitalisme pouvait "s'ajuster à tout". Ce n'est pas le cas. Le capitalisme est suffisamment fort, dans certaines circonstances, pour "récupérer" (et non s'ajuster) c'est à dire pour mettre à son service (le profit) des transformations qui portaient en elles d'autres évolutions potentielles.

Je veux en prendre ici deux exemples frappants.

Le premier concerne précisément la nouvelle société de réseaux qui ouvrirait la perspective d'affirmation de l'autonomie créatrice des individus etc. Cette société est mise en place sous nos yeux. Quelles conséquences sociales réelles sont associées à celle-ci ? L'augmentation rapide et extraordinaire de la part des revenus du capital et de la propriété au détriment de celle du travail, la précarisation, la paupérisation et l'exclusion d'une proportion grandissante de la population. Ces faits réduisent à néant les prétentions du discours dominant selon lequel l'individu serait devenu le sujet de l'histoire, classes et nations étant désormais des concepts caducs. L'individu reste un être social prisonnier des carcans de l'oppression et de l'exploitation sur lesquels notre société contemporaine reste fondée.

Le second concerne la prétendue autonomie que la grande firme aurait acquise vis à vis de l'Etat, l'un des thèmes préférés du discours anti Etat caractéristique de l'air du temps. Sans doute la firme géante n'est-elle pas chose nouvelle dans l'histoire du capitalisme. Mais les grandes firmes transnationales restent en premier lieu des firmes nationales (notamment par la propriété et surtout le contrôle de leur capital) dont l'activité déborde les frontières du pays d'origine. Elles ont toujours besoin, pour se déployer, du soutien positif actif de leur Etat. Cependant, simultanément elles sont devenues suffisamment puissantes pour développer leur propre stratégie d'expansion hors (et parfois contre) les logiques des politiques d'Etat. Elles souhaitent donc subordonner celles-ci à leurs stratégies propres. Le discours néo-libéral anti Etat masque cet objectif pour légitimer la logique exclusive de la défense des intérêts particuliers que représentent ces firmes. La "liberté" revendiquée n'est pas celle de tous, elle est la liberté pour les firmes de faire prévaloir leurs intérêts au détriment des autres. Dans ce sens le discours néo-libéral est parfaitement idéologique et trompeur. Le statut du rapport capital oligopolistique privé/Etat est ambigu et rien ne dit que celui qui a le vent en poupe

actuellement, dans lequel l'Etat apparaît comme totalement soumis aux intérêts privés, soit définitif et ne sera pas modulé d'une manière différente. Le passager est ici transformé en durable, irréversible.

Le capitalisme ne peut pas absorber n'importe quelle exigence imposée par une évolution donnée et rester simultanément capitalisme. Mais il peut soit "récupérer" cette exigence dans certaines circonstances, comme celles qui président à son redéploiement contemporain, parce qu'il est dominant sans rival, soit au contraire l'absorber en amorçant une évolution vers un autre système. On est alors dans ce que j'ai qualifié de "transition longue". Je sais que cette proposition de longue transition (peut être séculaire) vers le socialisme - qui n'est pas synonyme chez moi de ralliement aux thèses réformistes conventionnelles (celles de la II^e Internationale) - n'a pas été non plus celle du marxisme historique du XX^e siècle. Mais après tout le capitalisme, qui n'a pris sa forme achevée qu'avec la révolution industrielle, n'a que deux siècles d'histoire au terme desquels il est déjà parvenu à son stade de pourrissement qui impose objectivement son dépassement ; alors que par contre la transition du féodalisme ouest européen au capitalisme a occupé trois siècles, ceux du mercantilisme de 1500 à 1800.

Il reste aussi que la transition est toujours incertaine, et c'est ex post qu'on sait transition vers quoi elle a été. Pour les motifs de « sous détermination dans l'histoire » (Cf. Critique de l'Air du Temps) le capitalisme pourrait être surmonté soit par la construction progressive du socialisme (et c'est l'option souhaitable qui exige à son tour qu'on mette en œuvre des moyens cohérents avec l'objectif), soit par celle d'un autre système d'oppression et d'exploitation, qui ne serait plus le capitalisme mais n'en serait pas moins épouvantable.

En tout état de cause il est vrai que la révolution technologique - toute révolution technologique - transforme les structures de l'organisation du travail. Si la société demeure une société de classes, celles-ci ne sont en aucune manière abolies par la transformation en question mais elles changent de forme, au point que l'illusion de leur disparition - ou dilution dans d'autres réalités - peut prévaloir dans certaines conditions, comme celles du moment présent. En conséquence les formes d'organisation sociale et des mouvements par lesquels s'expriment les projets des uns et des autres et leurs conflits sont à leur tour profondément affectées par la révolution technologique.

Le redéploiement du système impérialiste

- Si la révolution technologique donne lieu à une véritable logorhée du discours dominant, les questions relatives au redéploiement du système impérialiste et de la polarisation à travers laquelle celui-ci s'exprime sont par contre ignorées systématiquement. La vision du système mondial dans ce discours est d'ailleurs généralement définie par les frontières de la triade. Les seules « questions » examinées dans ce cadre tronqué de la réalité du monde sont donc éventuellement celles qui concernent les rapports entre le projet européen et les Etats Unis. Je rappellerai à cet endroit qu'un ouvrage comme celui de Robert Brenner (*The Economics of Global Turbulence*, NLR 1998) proposant une analyse historique de l'évolution des termes de la compétitivité entre les Etats Unis, l'Allemagne et le Japon (une étude de qualité dans ce domaine) se situe malheureusement dans l'optique étroite de l'occidentocentrisme. Car si l'évolution des rapports entre les trois centres concernés rend compte d'une dimension de l'histoire de l'après seconde guerre, elle n'en constitue pas la dimension motrice principale.

J'ai donc proposé, en contre partie de ce silence sur le monde hors de la triade, quelques hypothèses concernant les transformations des rapports centres-périphéries qui me paraissent devoir marquer l'avenir. Je fais allusion ici à ce que j'ai dit des « cinq monopoles » nouveaux qui définissent les nouveaux avantages qualitatifs des centres dont je rappellerai ici les grandes lignes.

La polarisation n'est, pas plus que tout autre aspect de la société capitaliste, définie une fois pour toutes dans une forme immuable. Ce qui est certainement dépassé, c'est la forme par laquelle elle s'était exprimée pendant un siècle et demi, dans le contraste pays industrialisés/pays non industrialisés, cette forme qui a été précisément remise en cause par le mouvement de libération nationale des périphéries imposant au centre de s'ajuster, lui, aux transformations entraînées par l'industrialisation (fut-elle inégale) des périphéries. Peut-on, à partir de ce constat, conclure que l'Asie de l'Est est en passe de "rattraper" les centres de la triade ? Pour le dire, il faut aller vite. La thèse que je propose ici conduit à une conclusion fort différente : à travers l'exercice des cinq monopoles de la triade la loi de la valeur mondialisée produit une polarisation dans des formes nouvelles, subalternisant l'industrie des périphéries dynamiques. La Chine si elle choisit de s'intégrer davantage dans la division internationale du travail, n'échappera pas à cette perspective.

Pendant longtemps - de la révolution industrielle au début du XIXe siècle jusqu'aux années 1930 de ce siècle (pour ce qui est de l'Union soviétique) puis 1950 (en ce qui concerne le tiers monde) le contraste centres/périphéries du système mondial moderne était pratiquement synonyme de l'opposition pays industrialisés/non industrialisés. Les révoltes des périphéries - prenant la forme de révolutions socialistes (Russie, Chine) ou de libération nationale - ont remis en cause cette forme ancienne de la polarisation en engageant leurs sociétés dans le processus de modernisation industrialisation. Graduellement l'axe autour duquel se réorganise le système capitaliste mondial, celui qui définira les formes d'avenir de la polarisation, s'est constitué autour de ce que j'appelle les "cinq nouveaux monopoles" dont bénéficient les pays de la triade dominante.

La position d'un pays dans la pyramide mondiale est définie par le niveau de la compétitivité de ses productions sur le marché mondial. La reconnaissance de ce truisme n'implique en aucune manière qu'on partage le point de vue banalisé de la vulgate économiste, à savoir que cette position est conquise par la mise en œuvre de politiques économiques « rationnelles », dont la rationalité est précisément mesurée à l'aune de sa soumission aux prétendues « lois objectives du marché ». Tout à fait à l'opposé de ces billevesées admises comme allant de soi, je prétends que la « compétitivité » en question est le produit complexe d'un ensemble de conditions opérant dans le champ d'ensemble de la réalité – économique, politique et sociale – et que, dans ce combat inégal, les centres mettent en œuvre ce que j'appelle leurs « cinq monopoles » articulant l'efficacité de leurs actions. Ces cinq monopoles interpellent donc la théorie sociale dans sa totalité, et sont, à mon avis :

(i) Les monopoles dont bénéficient les centres contemporains dans le domaine de la technologie ; des monopoles qui exigent des dépenses gigantesques, que seul l'Etat – le grand et riche Etat – peut envisager de soutenir. Sans ce soutien – que le discours libéral passe toujours sous silence – et singulièrement le soutien aux dépenses militaires, la plupart de ces monopoles ne pourraient être maintenus.

(ii) Les monopoles opérant dans le domaine du contrôle des flux financiers d'envergure mondiale. La libéralisation de l'implantation des institutions financières majeures

opérant sur le marché financier mondial a donné à ces monopoles une efficacité sans précédent. Il n'y a pas encore longtemps la majeure fraction de l'épargne dans une nation ne pouvait circuler que dans l'espace – généralement national – commandé par ses institutions financières. Aujourd'hui il n'en est plus de même : cette épargne est centralisée par l'intervention d'institutions financières dont le champ d'opération est désormais le monde entier. Elles constituent le capital financier, le segment le plus mondialisé du capital. Il reste que ce privilège est assis sur une logique politique qui fait accepter la mondialisation financière. Cette logique pourrait être remise en cause par une simple décision politique de déconnexion, fut-elle limitée au domaine des transferts financiers. Par ailleurs les mouvements libres du capital financier mondialisé opèrent dans des cadres définis par un système monétaire mondial fondé sur le dogme de la libre appréciation de la valeur des devises par le marché (conformément à une théorie selon laquelle la monnaie serait une marchandise comme les autres) et sur la référence au dollar comme monnaie universelle de facto. La première de ces conditions est sans fondement scientifique et la seconde ne fonctionne que faute d'alternative. Une monnaie nationale ne peut remplir les fonctions d'une monnaie internationale d'une manière satisfaisante que si les conditions de la compétitivité internationale produisent un excédent structurel d'exportation du pays dont la devise remplit cette fonction, assurant le financement par ce pays de l'ajustement structurel des autres. C'était le cas au XIXe siècle de la Grande Bretagne. Ce n'est pas le cas des Etats Unis aujourd'hui qui, au contraire, financent leur déficit par leurs emprunts qu'ils imposent aux autres. Ce n'est pas non plus le cas des concurrents des Etats Unis, les excédents du Japon et de l'Europe étant sans commune mesure avec les besoins financiers que l'ajustement structurel des autres exige. Dans ces conditions la mondialisation financière, loin de s'imposer « naturellement » est au contraire d'une fragilité extrême. A court terme elle n'engendre qu'une instabilité permanente et non pas la stabilité nécessaire pour que les processus d'ajustement puissent opérer efficacement.

(iii) Les monopoles opérant dans l'accès aux ressources naturelles de la planète. Les dangers que l'exploitation insensée de ces ressources font désormais courir à la planète, et que le capitalisme – qui est fondé sur une rationalité sociale à court terme sans plus – ne peut surmonter, renforcent la portée du monopole des pays déjà développés, qui s'emploient à simplement éviter que leur gaspillage ne s'étende aux autres.

(iv) Les monopoles opérant dans les champs de la communication et des médias qui non seulement uniformisent par le bas la culture mondiale qu'ils véhiculent, mais encore ouvrent des moyens nouveaux à la manipulation politique. L'expansion du marché des médias modernes est déjà l'une des composantes majeures de l'érosion du concept et de la pratique de la démocratie en Occident même.

(v) Enfin les monopoles opérant dans le domaine des armements de destruction massive. Limité par la bipolarité de l'après guerre, ce monopole est à nouveau l'arme absolue dont la diplomatie américaine se réserve seule l'usage, comme en 1945. Si la « prolifération » comporte des dangers évidents de dérapage, à défaut d'un contrôle mondial démocratique d'un désarmement vraiment global il n'y a pas d'autre moyen par lequel ce monopole inacceptable peut être combattu.

Pris ensemble ces cinq monopoles définissent le cadre dans lequel la loi de la valeur mondialisée s'exprime. Loin d'être l'expression d'une rationalité économique « pure », qu'on pourrait détacher de son cadre social et politique, la loi de la valeur est l'expression condensée de l'ensemble de ces conditionnements. Je soutiens ici que ces conditionnements annulent la

portée de l'industrialisation des périphéries, dévaluent le travail productif incorporé dans ses productions tandis qu'elles surévaluent la prétendue valeur ajoutée attachée aux activités par lesquelles opèrent les monopoles nouveaux au bénéfice des centres. Ils produisent donc une nouvelle hiérarchie dans la répartition du revenu à l'échelle mondiale, plus inégale que jamais, subalternisent les industries de la périphéries et les réduisent au statut d'activités de sous traitance. La polarisation trouve ici son fondement nouveau appelé à commander ses forme d'avenir.

Dans le cadre du capitalisme mondialisé les compétitivités comparées des systèmes productifs au sein de la triade, de l'Union Européenne, des mondes périphériques et les tendances majeures de leur évolution, constituent certes une donnée lourde dans la perspective du moyen long terme. Considérés conjointement l'ensemble de ces facteurs entraînent presque partout un fonctionnement des économies à plusieurs vitesses : certains secteurs, régions, entreprises (notamment parmi les transnationales géantes) enregistrent des taux de croissance forts et réalisent des profits élevés ; d'autres sont stagnants, en régression ou en décomposition. Les marchés du travail sont segmentés pour être ajustés à cette situation.

Encore une fois s'agit-il là d'un phénomène réellement nouveau ? Ou bien au contraire le fonctionnement à plusieurs vitesses constitue la norme dans l'histoire du capitalisme ? Ce phénomène aurait seulement été exceptionnellement atténué durant la phase de l'après guerre (1945-1980) parce que les rapports sociaux avaient alors imposé des interventions systématiques de l'Etat (du Welfare State, de l'Etat soviétique, de l'Etat national dans le tiers monde de Bandung) qui facilitaient la croissance et la modernisation des forces productives en organisant les transferts régionaux et sectoriels qui la conditionnent.

Il n'est donc pas facile de démêler, dans l'enchevêtrement de la réalité, ce qui relève des tendances lourdes qui s'imposent dans la longue durée de ce qui relève de la conjoncture de gestion de la crise. Dans la phase actuelle, ces deux ensembles de phénomènes sont bien réels l'un et l'autre. Il y a l'aspect "crise et gestion de la crise", il y a l'aspect transformation des systèmes en cours. Le point de principe sur lequel j'insisterai est le suivant : les transformations dans le système capitaliste ne sont pas le produit de forces métasociales auxquelles il faudrait se soumettre comme à des lois de la nature (en acceptant alors qu'il n'y a pas d'alternative), mais celui de rapports sociaux. Il y a donc toujours différentes options possibles qui correspondent à des équilibres sociaux différents.

Nous sommes donc confrontés à une "nouvelle question du développement" qui impose plus que jamais de sortir de la vision limitée du "rattrapage" qui a dominé au XXe siècle. La nouvelle question du développement comporte certes une dimension sinon de "rattrapage" tout au moins de développement des forces productives. Et dans ce sens certaines des leçons du passé restent valables pour l'avenir. Mais elle impose également d'emblée de donner une importance bien plus grande que par le passé aux exigences de la construction d'une autre société à l'échelle mondiale.

La réorganisation du système des institutions internationales, en cours, a pour objectif de renforcer les monopoles de la triade identifiés ci-dessus.

L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) a été conçue très exactement pour renforcer les "avantages comparatifs" du capital transnational et leur donner une légitimité. Les "droits de propriété industrielle et intellectuelle" ont été formulés de manière à pérenniser les monopoles des transnationales, garantir leurs superprofits et créer des obstacles

supplémentaires à toute tentative d'industrialisation autonome des périphéries. Le scandale des firmes pharmaceutiques qui entendent bénéficier d'un accès libre et exclusif au marché mondial, interdisant la production concurrente de médicaments à bon marché dans les pays du Sud fournit un bel exemple de cet apartheid à l'échelle mondiale : seuls les peuples des pays riches auront droit à des soins efficaces tandis que le droit à la vie pour les peuples du Sud est simplement nié. De la même manière le projet de l'OMC de "libéraliser" l'agriculture réduit à néant les politiques de sécurité alimentaire des pays du Sud et condamne à la misère des centaines de millions de leurs paysans.

La logique qui commande ces options est celle de la surprotection systématique des monopoles du Nord. Telle est la réalité. Le discours par contre, centré sur les "vertus" du commerce libre et de l'accès au marché, n'est donc que discours de propagande au sens vulgaire du terme, c'est à dire mensonge.

Telle est la logique que nous retrouvons dans le projet de l'OMC de faire avancer une "loi internationale des affaires" (international business law) et de lui donner la prééminence sur toutes les autres dimensions de la loi, nationale et internationale. Le projet scandaleux de l'AMI (Accord Multilatéral pour les Investissements), concocté en secret par l'OCDE, participe de cette logique.

En contrepoint de ce projet d'organisation systématique d'un apartheid juridique à l'échelle mondiale peut-on espérer développer un nouveau droit supérieur qui garantisse à tous sur cette planète un traitement digne, condition de leur participation active et inventive à la construction de l'avenir ? Un droit plein, multidimensionnel, qui traite des droits de la personne humaine (hommes et femmes bien entendu, en tant qu'êtres pleinement égaux), des droits politiques, des droits sociaux (travail et sécurité), des droits des communautés et des peuples, enfin du droit régissant les relations inter Etats. Voilà à mon avis le défi véritable que constitue pour les peuples la mondialisation capitaliste.

Quid du « miracle asiatique » ?

- Mais « l'impérialisme collectif » exercé par la triade à travers ses cinq monopoles, soutenu par l'hégémonisme politique et militaire des Etats Unis, n'est-il pas menacé – à terme – par la « montée de l'Asie » ? On le dit souvent, sans trop regarder de près de quoi ces miracles asiatiques sont en fait constitués et comment ils s'inscrivent dans la nouvelle mondialisation impérialiste.

Rappelons qu'il fut un temps où beaucoup d'analystes du système mondial prétendaient que le Japon était la véritable puissance montante. Le « miracle japonais » qui s'est poursuivi alors que les Etats Unis et l'Europe entraient dans la crise s'explique par une conjoncture de facteurs spécifiques : l'austérité des classes populaires et leur niveau d'épargne personnelle particulièrement élevé, le productivisme autoritaire organisé par un Etat interventionniste associé étroitement aux stratégies des oligopoles nationaux, l'ouverture du marché Nord américain aux exportations japonaises venue en compensation des exportations de capitaux japonais aux Etats Unis.

Ce « miracle » a désormais vécu. Brutalement, au cours des années 1990, les taux de croissance du PIB et des exportations japonaises se sont effondrés. Alors que pour la décennie des années 1960 ces deux taux étaient respectivement de 10,4 % et 15,7 % ; ils ne sont plus pour celle des années 1990 que de 0,8 % et 3,1 % . (Cf. J. Beinstein). La crise politique et

même morale dans lequel le pays est plongé depuis a mis un terme aux rêveries concernant l'hégémonisme japonais éventuel, pour le moins qu'on puisse dire. Les bases sur lesquelles le « succès » japonais était fondé n'ont plus d'existence. De la révolution Meiji à la seconde guerre mondiale (1863-1945) l'impérialisme japonais s'était nourri d'expansion coloniale et de militarisme. Dans l'après guerre (1945-1990), avec la reconstitution des oligopoles et leur étroite association avec un Etat resté autoritaire (de parti unique de facto) en dépit de ses apparences démocratiques, les fonctions de l'establishment militaire ont été relayées par un Etat « constructeur » (d'infrastructures et de logements en masse), assis sur un système éducatif efficace permettant l'adoption de technologies avancées, le tout favorisé par un soutien politique (et des concessions économiques pour l'accompagner) décisif de Washington, que la « guerre froide » impliquait. Le peuple japonais doit aujourd'hui faire face à des défis auxquels rien ne l'a préparé. La société japonaise y répondra-t-elle par des évolutions, non pas seulement dans les domaines des formes de son organisation économique mais également dans ceux qui concernent la vie et la culture politiques, la conscience et les luttes de classes, qui la rapprocherait de celles de l'Europe et de l'Amérique du nord ? En tout état de cause se sont les évolutions concernant ces rapports sociaux qui, ici comme ailleurs, façonneront le cadre dans lequel opérera l'économie japonaise en transformation.

L'illusion japonaise passée, la thèse de la « montée de l'Asie » appelée à prendre la relève de l'Occident » (euro-américain) dans la direction des affaires mondiales s'est reportée sur la Chine. Je ne reviens pas ici sur les analyses que j'ai proposées concernant les évolutions différentes possibles concernant la Chine (Cf. S. Amin, Les défis de la mondialisation, Alternatives Sud, N° 1 2001), et les critiques que j'ai faites de la thèse d'A. G. Frank concernant le « retour de l'Asie » (Cf. S. Amin, Review, N° 3, 1999).

- Dans la crise générale qui sévit depuis presque trois décennies maintenant, une nouvelle coupure "Est-Ouest" semble s'être dessinée.

La crise frappe avec force l'ensemble du continent américain, nord et sud, l'Europe de l'Ouest, l'Afrique et le Moyen Orient, l'Europe de l'Est et les pays de l'ex URSS. Ses symptômes sont : croissance faible (nulle ou négative pour beaucoup des pays de l'Est et pour les zones marginalisées du tiers monde), faiblesse des investissements dans les activités productives, croissance du chômage et du travail précaire, gonflement des formes "informelles" de l'activité etc. Le tout accompagné par l'aggravation de l'inégalité dans la répartition. Cette stagnation est tenace, même si les discours officiels s'en tiennent au langage des "récessions" et des "reprises". En dépit de quelques apparences - comme la remontée du taux de croissance aux Etats Unis et la réduction du taux de chômage officiel - la "reprise" dans ce cas (et dans celui de la Grande Bretagne) demeure fragile parce que fondée sur la financiarisation elle même menacée. En fait ce sont les dépenses militaires qui continuent à constituer le socle le plus solide de l'économie américaine. Par contre les pays de l'Asie de l'Est (Chine et Corée), de l'Asie du Sud-est, l'Inde ont longtemps donné l'impression de se situer en dehors des régions frappées par la crise longue en question. Les taux d'investissement dans l'expansion des systèmes productifs, ceux de la croissance se sont maintenus au cours des dernières décennies (Inde) ou ont même fortement progressé (Chine, Corée, Asie du Sud-est). Cette croissance accélérée s'est généralement accompagnée d'une moindre aggravation de l'inégalité qu'ailleurs, bien que cette observation doive être nuancée. Le Japon lui même a bénéficié de l'ambiance générale caractéristique de ce "nouvel Est", avant d'entrer à son tour, plus tardivement donc, dans une crise qui, ici, est réellement profonde. La crise financière qui frappe la Corée et l'Asie du Sud-est depuis 1997, et menace à son tour la Chine, marquera-t-elle la fin de cette "exception asiatique" et de la coupure Est-Ouest qui la traduisait ?

Le "miracle asiatique" avait fait couler beaucoup d'encre. L'Asie, ou l'Asie-Pacifique, centre de l'avenir en construction, ravissant à l'Europe-Amérique du Nord sa domination sur la Planète, la Chine superpuissance du futur, que n'a-t-on écrit sur ces thèmes ! Dans une gamme plus sobre on a tiré parfois du phénomène asiatique quelques conclusions qui même si elles me paraissent hâtives méritent davantage d'être l'objet de discussions sérieuses. On y a vu la remise en cause de la théorie de la polarisation inhérente à l'expansion capitaliste mondiale (souvent malheureusement confondue avec les versions vulgaires de la "dépendance"), comme des stratégies de déconnexion préconisées en réponse au défi de la polarisation. La preuve serait apportée que le "rattrapage" est possible, et qu'il est mieux servi par une insertion active dans la mondialisation (à la limite, dans la version vulgaire de cette proposition par une stratégie "export-orientée") que par une déconnexion illusoire (responsable dit-on de la catastrophe soviétique). Les facteurs internes - entre autre le facteur "culturel" - seraient donc à l'origine du succès des uns, parvenant à s'imposer comme agents actifs dans le façonnement du monde, et de l'échec des autres, marginalisés et "déconnectés malgré eux".

Pour avancer réellement dans la discussion de ces questions complexes il faudrait prendre le soin de distinguer clairement les différents plans de l'analyse concernant les structures sociales internes et les forces agissant au niveau du système mondial. Celles-ci et celles-là s'articulent les unes aux autres d'une manière qu'il est souhaitable d'explicitier si l'on veut précisément aller au delà de la polémique facile mais futile. Une insertion active et contrôlée dans la mondialisation est une option fort différente de la stratégie économique fondée sur la priorité aux exportations ; l'une et l'autre se fondent sur des blocs sociaux hégémoniques internes différents. Les pays de l'Asie de l'Est ont enregistré des succès dans la mesure où précisément ils ont soumis leurs rapports extérieurs aux exigences de leur développement interne, c'est à dire ont refusé de "s'ajuster" aux tendances dominantes à l'échelle mondiale. C'est la définition même de la déconnexion, confondue - par des lecteurs trop rapides - avec l'autarcie.

- Cela étant l'impérialisme collectif dont il est question ici ne constitue pas plus « la fin de l'histoire » que ne le furent les modalités antérieures du capitalisme mondialisé. Ce modèle est appelé à être remis en question par l'ensemble des luttes sociales et des conflits internationaux en cours et à venir. Au premier rang de ces forces de contestation du statut quo je placerai les ambitions des sociétés et des Etats de la périphérie active (Chine, Inde, Asie en général, grands pays d'Amérique latine). Sans oublier pour autant les luttes sociales tant dans les sociétés de la triade que dans les périphéries « marginalisées ». Dans l'hypothèse – certes optimiste – où les unes et les autres de ces forces anti-systémiques parviennent à conjuguer leurs stratégies et à faire converger leurs objectifs la perspective s'ouvrira vers un « au-delà du capitalisme ». En attendant l'ordre impérialiste néo-libéral collectif pourrait soit s'enfermer pour un temps – plus ou moins long – dans l'impasse d'une expansion bloquée soit s'ouvrir sur une nouvelle phase de reproduction élargie et d'expansion renouvelée.

Le danger principal aujourd'hui : la militarisation de l'hégémonisme américain et de l'impérialisme collectif de la Triade

- La géopolitique mondiale constitue le cadre incontournable dans le sein duquel se déploient les stratégies de développement des uns et des autres. Il en a toujours été ainsi, au moins pour ce qui concerne le monde moderne, c'est à dire le système monde capitaliste, depuis 1492. Les rapports de force qui donnent sa configuration à la géopolitique des phases

successives de l'expansion capitaliste facilitent le développement (au sens banal du terme) des puissances dominantes et constituent un handicap pour les autres. Le moment actuel est caractérisé par le déploiement d'un projet nord américain d'hégémonisme à l'échelle mondiale. De surcroît ce projet est seul à occuper aujourd'hui toute la scène. Il n'y a plus de contre projet visant à limiter l'espace soumis au contrôle des Etats Unis, comme c'était le cas à l'époque du bipolarisme (1945-1990) ; au delà de ses ambiguïtés d'origine le projet européen est lui même entré dans une phase d'effacement ; les pays du Sud (le groupe des 77, les Non Alignés) qui avaient eu l'ambition au cours de la période de Bandung (1955-1975) d'opposer un front commun à l'impérialisme occidental (ce que j'appelle le système de 1492) y ont renoncé ; la Chine elle même, qui fait cavalier seul, n'a gère que l'ambition de protéger son projet national (lui même ambigu d'ailleurs) et ne se pose pas en partenaire actif dans le façonnement du monde.

L'hégémonisme des Etats Unis repose sur un pilier majeur, celui de leur puissance militaire. Construit systématiquement depuis 1945, couvrant l'ensemble de la Planète découpée en régions relevant du système intégré des "US military commands", cet hégémonisme avait été contraint d'accepter la coexistence pacifique que la puissance militaire soviétique lui imposait. La page dite de la guerre froide tournée, en dépit de l'effondrement de l'URSS dont la prétendue "menace" avait servi de prétexte à la mise en place du système militaire des Etats Unis, Washington n'a pas opté pour un démantèlement de celui-ci mais au contraire pour son renforcement et son extension aux régions qui avaient échappé à son contrôle jusqu'ici.

L'instrument privilégié de l'offensive hégémoniste est donc militaire. Cette hégémonie, qui garantirait à son tour celle de la triade sur le système mondial, exigerait donc que leurs alliés acceptent de naviguer dans le sillage américain, comme la Grande Bretagne, l'Allemagne et le Japon en reconnaissant la nécessité sans états d'âme, pas même « culturels ». Mais du coup les discours dont les politiciens européens abreuvent leurs auditoires – concernant la puissance économique de l'Europe – perdent toute portée réelle. En se situant exclusivement sur le terrain des disputes mercantiles, sans projet propre, l'Europe est battue d'avance. On le sait bien à Washington.

Il n'est pas difficile de connaître les objectifs et les moyens du projet des Etats Unis. Ils sont l'objet d'un grand étalage dont la vertu principale est la franchise, quand bien même la légitimation des objectifs serait-elle toujours noyée dans un discours moralisateur propre à la tradition américaine. La stratégie globale américaine vise cinq objectifs : (i) neutraliser et asservir les autres partenaires de la triade (l'Europe et le Japon) et minimiser la capacité de ces Etats d'agir à l'extérieur du giron américain ; (ii) établir le contrôle militaire de l'OTAN et "latino-américaniser" les anciens morceaux du monde soviétique ; (iii) contrôler sans partage le Moyen Orient et l'Asie centrale et leurs ressources pétrolières ; (iv) démanteler la Chine, s'assurer la subordination des autres grands Etats (Inde, Brésil) et empêcher la constitution de blocs régionaux qui pourraient négocier les termes de la globalisation ; (v) marginaliser les régions du Sud qui ne représentent pas d'intérêt stratégique.

L'OMC et l'OTAN sont appelés à être substitués à l'ONU pour constituer les instruments majeurs du nouvel "ordre" mondial, celui de l'apartheid à l'échelle mondiale. La fonction des autres institutions internationales est simplement de conforter les stratégies définies à l'OMC et par l'OTAN. Tel est le cas de la Banque Mondiale, pompeusement qualifiée de "think tank" chargé de formuler les stratégies de développement, en fait guère plus qu'une sorte de Ministère de la Propagande du G7 responsable de la rédaction des discours tandis que les décisions économiques importantes sont prises dans le cadre de l'OMC et que la direction

politique et militaire des affaires est confiée à l'OTAN. Le Fonds Monétaire - FMI - est plus important, quoique moins qu'on ne le prétende souvent. Le système des changes flexibles ayant été adopté comme règle générale, et la gestion des relations entre les devises majeures (le dollar, l'euro-mark, le yen) échappant au FMI, cette institution n'est guère qu'une sorte d'Autorité Monétaire Coloniale, dont la gestion est assurée par l'impérialisme collectif de la Triade.

- Un examen attentif de ce qui se passe au cœur du système s'impose ici, d'autant plus que le discours dominant propose les évolutions particulières aux Etats Unis comme modèle de ce qui devrait se généraliser à la triade.

En effet, les Etats Unis ont enregistré, au cours des années 1990, une croissance meilleure que celle de leurs partenaires de la triade qui, de surcroît a permis la résorption d'une bonne fraction du chômage. A quel prix, on le sait : à celui de la précarisation de l'emploi, de la baisse des salaires réels, tombés de 9,59 dollars l'heure en 1968 à 8,7 en 1998, de l'augmentation de la tranche des pauvres de 25 % de la population de ce pays en 1970 à 36 % en 1997(Cf. J. Beinstein). On peut bien entendu être scandalisé (je le suis) qu'une évolution de ce type soit promue au rang de modèle pour les autres ! Le capital dominant n'en a cure ; si le peuple américain accepte de se soumettre à ces exigences permettant le relèvement du taux de profit, alors tout va bien (pour le capital).

Mais il faut aller plus loin dans l'analyse. Car le « succès » en question ne confirme pas du tout la thèse du libéralisme, à savoir que la réduction des rémunérations du travail serait la condition d'une reprise de la croissance. Celle-ci a été en fait si largement financée par le reste du monde que la formule ne pourrait en aucune manière être généralisée fut-ce à l'ensemble de la seule triade.

La croissance nord américaine de la « décennie Clinton » s'est accompagnée d'un recul du potentiel industriel des Etats Unis. La production industrielle nord américaine par habitant ne représente plus que 50 % de celle du Japon, 60 % de celle de l'Allemagne et est désormais inférieure à celle de la France et de l'Italie. La part des Etats Unis dans la production industrielle des trois grands (Etats Unis, Japon, Allemagne) est tombée de 54,2 % en 1961 à 40,5 % en 1996 (Cf. J. Beinstein). La croissance américaine a donc été principalement le produit d'une tertiarisation extrême.

Ce déclin nord américain, au moins industriel, a entraîné un déficit gigantesque et croissant de la balance extérieure commerciale passée de 7,4 à 30,5 milliards de dollars entre 1991 et 1999. Simultanément on assistait à une quasi-extinction de la capacité d'épargne du pays, tombée de 8 % du PIB en 1990 à 2 % en 2000 (Cf. J. Beinstein). Le système de la croissance américaine supposait donc, pour se maintenir, un flux de capitaux gigantesque aspirant une fraction respectable du surplus généré partout ailleurs dans le monde, chez les riches de la triade comme chez les plus pauvres des tiers et quart mondes. Ces capitaux ont à leur tour alimenté une hypertrophie financière qui s'exprime dans l'augmentation de la dette publique de un milliard de dollars en 1981 à 5,5 en 1999 (Cf. J. Beinstein).

La croissance nord américaine est donc largement le produit du parasitisme de la société et de l'économie des Etats Unis, dont, de ce fait, la vulnérabilité est extrême.

Que se passerait-il donc si les partenaires de la triade s'engageaient à leur tour dans des évolutions analogues ? Qu'ils choisissent à leur tour d'axer leur croissance sur celle d'un

tertiaire vanté comme expression de la fameuse « nouvelle économie » et s'engagent dans une désindustrialisation relative ? C'est l'hypothèse même que je suggérais à partir de l'analyse des « cinq monopoles » à laquelle j'ai fait référence plus haut : Les centres se « spécialiseraient » dans les activités liées à ces monopoles – la recherche et la mise au point de nouvelles technologies en particulier – reléguant aux périphéries actives le rôle de producteurs subalternisés. C'est ce qu'a fait Alcatel en choisissant de se transformer en une entreprise « cerveau » ne produisant directement plus rien.

Dans cette hypothèse les périphéries actives deviendraient exportatrices en masse et leur excédant commercial permettrait le transfert vers les pays nantis de la majeure partie du surplus généré chez elles. Telle serait la nouvelle forme de l'impérialisme. Je n'ai pas le moindre doute que les peuples – et même les classes dirigeantes – des périphéries actives en question rendront impossible la mise en place de cet « apartheid à l'échelle mondiale ».

- L'hégémonisme des Etats Unis repose donc en définitive plus sur la surdimension de leur puissance militaire que sur les « avantages » de leur système économique. Je ne reviendrai pas ici sur les développements que j'ai consacrés à cette question (Cf. S. Amin, L'hégémonie des Etats Unis et l'effacement du projet européen). Je me contenterai donc d'en résumer le sens en mettant l'accent sur l'avantage politique-réel – dont bénéficient les Etats Unis : ils sont un Etat, l'Europe ne l'est pas. Ils peuvent donc se poser en leader incontesté de la triade en faisant de leur puissance militaire et de l'OTAN qu'ils dominent le « poing visible » chargé d'imposer l'ordre impérialiste nouveau aux récalcitrants éventuels.

Il reste que cette puissance militaire demeure elle-même limitée du fait que « l'opinion » américaine n'admet que des formes de guerres garantissant « zéro perte humaine » de leur côté. En attendant les Etats Unis se font largement « payer » pour ce service rendu à la collectivité des intérêts impérialistes (les transnationales de la triade), en contraignant l'Europe et le Japon à financer leur déficit. Prétendre que l'Europe utilise de cette manière la force militaire américaine dont elle louerait les « mercenaires » à son service, comme on l'entend dire, est un discours qui peut-être satisfait la vanité des Européens. Il ne correspond à aucune réalité : la force militaire américaine ne sert qu'à asseoir l'hégémonisme de Washington et n'obéit qu'à cette logique exclusive. Prétendre que l'Europe s'est engagée sur un chemin qui lui permettra de s'affranchir de cette dépendance par la constitution d'une force européenne d'intervention intégrée n'a pas davantage de sens. Sans Etat européen il n'y aura pas de force militaire européenne. Et la double dilution du projet européen dans la mondialisation économique et le ralliement au leadership politique et militaire de Washington, produit lui-même de l'absence d'un Etat européen, garantit la pérennité de l'hégémonisme des Etats Unis.

Quelques conclusions : le capitalisme « sénile »

- La crise structurelle dans laquelle le capitalisme contemporain est enfermé n'est probablement pas de la nature d'une « transition » qui sera dépassée par une nouvelle phase d'expansion capitaliste mondialisée. Ce qu'on voit se dessiner c'est tout au contraire des éléments indicateurs de la « sénilité » du capitalisme et donc de la nécessité objective pour l'humanité dans son ensemble de s'engager sur la « route » du socialisme. Je dis s'engager sur cette route, celle d'une « longue transition », et non « construire » le socialisme ici ou là.

Premier élément de sénilité probable : la portée à long terme de la révolution scientifique et technique en cours. Si cette révolution – et notamment l'informatique et l'automatisation

qu'elle promet – s'exprime par le fait qu'une plus grande production matérielle peut être obtenue avec à la fois moins de travail (peu de travail, mais du travail en partie grandissant fortement qualifié) et moins de capital (moins d'investissements fixes), alors il faut en conclure que le mode de production capitaliste a épuisé son rôle historique, car le capitalisme est fondé sur la domination du capital sur le travail, laquelle perd désormais son point d'impact. Autrement dit les rapports sociaux capitalistes ne permettent plus la poursuite d'une accumulation continue, laquelle définissait leur fonction historique. Ces rapports sont devenus un obstacle auquel se heurte l'enrichissement des sociétés humaines. D'autres rapports fondés sur l'abolition de la propriété privée du capital sont désormais devenus une nécessité objective. Non pas pour « corriger » le schéma de la répartition du revenu (en faveur du travail) que le capitalisme tend par lui-même à rendre de plus en plus inégale, mais plus fondamentalement pour permettre la reprise d'une croissance de la richesse matérielle, désormais devenue impossible sur la base des rapports sociaux capitalistes. Autrement dit le socialisme n'a jamais été jusqu'ici autant à l'ordre du jour des exigences objectives du progrès de la civilisation qu'il ne l'est aujourd'hui.

Deuxième élément de sénilité probable : la domination collective de la triade sur l'ensemble du système mondial ne permet plus la poursuite du développement capitaliste « dépendant » des périphéries.

L'impérialisme des étapes historiques précédentes de l'expansion capitaliste mondiale était fondé sur un rôle « actif » des centres « exportant » des capitaux vers les périphéries pour y façonner un développement asymétrique qu'on peut alors qualifier justement de dépendant ou d'inégal. A leur tour certes ces « exportations » permettraient d'extraire un surplus provenant du surtravail exploité dans les périphéries, en sorte que ce « reflux des profits » pouvait être supérieur au flux des exportations de capitaux.

L'impérialisme collectif de la triade et singulièrement celui « du centre des centres » (les Etats Unis) ne fonctionne plus de cette manière. Les Etats Unis absorbent une fraction notable du surplus généré dans l'ensemble mondial et la triade n'est plus exportatrice significative de capitaux vers les périphéries. Le surplus qu'elle pompe, à des titres divers (dont la dette des pays en voie de développement et des pays de l'Est), n'est plus la contrepartie d'investissements productifs nouveaux qu'elle financerait. Le caractère parasitaire de ce mode de fonctionnement de l'ensemble du système impérialiste est désormais absolu, plaçant au devant de la scène la contradiction grandissante centres-périphéries (dite « Nord-Sud »).

Pris ensemble ces deux éléments de sénilité s'expriment par la substitution d'un mode de « destruction non créatrice » au mode antérieur de la « destruction créatrice ». Je fais ici mienne l'analyse proposée par J. Beinstein : il y a « destruction créatrice » (terme de Schumpeter) quand au point de son départ il y a une accélération de la demande, tandis que si au départ nous avons un ralentissement de la demande la destruction que produit toute innovation technologique n'est plus créatrice. Ou bien encore on peut analyser cette transformation qualitative du capitalisme dans les termes proposés par Angie Hoogsveld : le passage d'un capitalisme en expansion (expanding capitalism) à un capitalisme en contraction (shrinking capitalism).

Le système mondial n'est pas entré dans une phase nouvelle « non-impérialiste », qu'on pourrait alors qualifier de « post-impérialiste ». Il est au contraire de la nature d'un système impérialiste exacerbé à l'extrême (pompage sans contrepartie). La différence entre cet impérialisme et le précédant se situe ailleurs, dans le fait que l'impérialisme du passé se

conjugait au pluriel (les « impérialismes » en conflit), le nouveau est collectif (triade, fut-ce dans le sillage de l'hégémonie US). De ce fait les « conflits » entre les partenaires de la triade n'opèrent plus que sur le ton mineur, le ton majeur étant donné par le conflit triade – reste du monde. L'effacement du projet européen face à l'hégémonisme US trouve sa place ici. L'analyse que Toni Negri propose d'un Empire sans impérialisme ne me paraît rien d'autre qu'une malheureuse expression de cet « occidentalocentrisme » qui « oublie » toujours que le système mondial du capitalisme n'est pas réductible à ses seuls centres.

La conclusion politique la plus grave que je tire de mon analyse est que la poursuite des stratégies mises en œuvre par le capital transnationalisé dominant de la triade exigera une intensification de l'intervention militaire des Etats Unis et de l'OTAN. Celle-ci à son tour reproduit l'hégémonie de Washington et renforce l'alignement de l'Europe et du Japon sur celle-ci.

Cette militarisation de l'ordre mondial est déjà visible d'une manière aveuglante depuis l'effondrement de l'URSS et la guerre du Golfe. Les attentats du 11 septembre amplifient cette réalité. Car on ne peut s'empêcher d'observer que l'événement est survenu au bon moment pour permettre aux Etats Unis de justifier leur installation en Asie centrale, riche en pétrole et de surcroît situé dans une position géostratégique qui permet de resserrer l'étau autour de la Russie, de la Chine et de l'Inde, ce qui est leur objectif stratégique avoué depuis dix ans. Saddam Hussein a bien servi de couverture pour permettre l'installation militaire des Etats Unis dans le Golfe. Oussama Ben Laden pourrait de la même manière leur permettre d'étendre leur contrôle militaire sur l'Asie centrale. De ce fait on ne peut exclure l'hypothèse d'une machination à laquelle certains services de la CIA pourraient avoir été associés. L'hégémonisme des Etats Unis et dans son sillage celui de la triade est contraint – pour se perpétuer – à donner toujours plus d'importance à ses interventions militaires. Il faut le savoir.

Références bibliographiques

- Jorge Beinstein, La larga crisis de la economia global, Corregidor, Buenos Aires, 1999. (D. Plihon, cité par J. Beinstein).
- Ankie Hoogvelt, Globalization and Post colonial world, Palgrave, London, 1997.
- Paul Burkett and Martin Hart Landsberg, Development, crisis and class struggle, learning from Japan and East Asia ; St Martin's Press, 2000.
- Michael Hardt ,Antoni Negri, Empire , Exils ed . Paris 2000
- Robert Brenner, The Economics of global turbulence, New Left Review, London, 1998.
- Michel Aglietta, Le capitalisme de demain , Fondation Saint Simon , 1998
- Samir Amin, The political economy of the XXth century, Monthly Review, vol 52, N° 2, june 2000, pp 1-17, New York .
- Samir Amin et all, La crise, quelle crise ? Maspero Paris, 1982.
- Samir Amin, The challenge of globalization ; Review of International Political Economy, vol III, N° 2, summer 1996, Routledge, London, pp 216-259.
- Samir Amin, Critique de l'air du temps, L'Harmattan Paris, 1997. (trad. Italienne Le fiabe del capitale, Meridiana 1999).
- Samir Amin, L'hégémonisme des Etats Unis et l'effacement du projet européen, L'Harmattan Paris, 2000. (trad. Italienne Fermare la Nato, Punto Rosso 1999).
- Samir Amin, History conceived as an eternal cycle ; Review XXII, N° 3, Binghamton USA, pp 291-326.
- Samir Amin, Théorie et pratique du projet chinois de socialisme de marché ; Alternatives Sud, vol VIII, N° 1, 2001, Louvain la Neuve, pp 53-89.